



PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

**Comité Régional de l'Habitat Nord-Pas-de-Calais**  
Séance plénière du 21 février 2011

Bilan annuel du programme d'humanisation 2010

Le plan de relance de l'économie lancé en décembre 2008, comportait un important volet relatif au logement et à l'hébergement. Ce plan donnait une impulsion nouvelle au chantier national prioritaire 2008-2012 pour les personnes sans-abri ou mal logées.

La circulaire du 5 mars 2009 conjointement signée par la ministre du logement et le ministre en charge de la mise en œuvre du plan de relance couvrait l'ensemble des mesures du plan relatives aux structures d'hébergement.

Elle comportait deux natures de projet : les projets de réhabilitation dont le financement relève de l'ANAH, et les projets de construction des nouvelles places d'hébergement en remplacement de celles non réhabilitables qui relèvent du financement de l'État via des subventions PLAI majorées.  
Le niveau de financement de ces actions pouvait, sous certaines conditions, être fixé à 80% du montant des travaux.

En 2010, au titre du volet de la réhabilitation financé par l'ANAH, l'enveloppe régionale s'élevait à 2,696M€. Compte tenu de la forte activité déclenchée dès l'année 2009 et de la finalisation de certains de ces dossiers durant l'année 2010, l'enveloppe initiale était insuffisante et une dotation complémentaire a été obtenue. Le montant total de la dotation 2010 s'est monté à 4 639 332€.

Le taux moyen de subventionnement de l'ensemble des dossiers s'élève à 68% du montant global des travaux et le nombre de places touchées par les réhabilitations s'élève à 1069. (cf tableau 1 annexé)

L'année 2011 poursuit cette dynamique et une dizaine d'opérations d'humanisation sont d'ores et déjà recensées. L'ANAH a fixé la dotation initiale régionale à 2,546M€. Une réserve nationale humanisation est également constituée afin de répondre à des besoins de financements complémentaires.

Néanmoins une partie de ce programme est conditionnée par l'obtention des agréments de maîtrise d'ouvrage prévu par l'article 2 de la loi de mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions. A compter du 1 janvier 2011, les associations souhaitant assurer la maîtrise d'ouvrage de leurs travaux doivent être effectivement agréés par le ministre en charge du logement. A ce jour, la S.A Le Chénelet, La Croix Rouge Française et La Foncière Habitat Humanisme ont obtenu l'agrément.

Pour la construction des centres d'hébergement en remplacement de centres non réhabilitables ou pour des projets de desserrement, l'enveloppe 2010 sur le budget de l'État s'est élevé à 4,942 M€, dont 4 au titre du Plan de relance de l'économie, pour un montant de travaux de 9,603M€ et a permis le financement de six centres d'hébergement dont deux centres importants : le Toit à Calais pour une capacité de 47 places et le petit Âtre à Arras pour une capacité de 42 places (cf tableau 2 annexé)

Au titre des prévisions de l'année 2011, deux projets de création sont bien avancés :

- Un CHRS, Croix Rouge à Valenciennes.
- Un CHRS à Condevaux soutenu par l'organisme Partenord.